

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 février 2018
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 16 février 2018, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le 20 février 2018, Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité palestinienne, est appelé à intervenir devant le Conseil de sécurité. M. Abbas parlera sans aucun doute de son engagement en faveur du dialogue et de la réconciliation, comme il a coutume de le faire devant les instances internationales. Le Président tient pourtant un discours bien différent lorsqu'il s'adresse à son propre peuple et au public de langue arabe.

Pas plus tard qu'en janvier dernier, alors qu'il s'exprimait devant le Conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Abbas a dit qu'Israël était un « projet colonialiste qui n'avait rien à voir avec le judaïsme » (voir annexe I, note 1). Il a poursuivi en déclarant que l'aspiration millénaire du peuple juif à retourner sur sa terre d'origine ne trouvait sa source que dans des « slogans [qui ont été] inventés et qui [les a] amenés ici ». Dans ce même discours, M. Abbas a formulé une accusation infâme en déclarant que les dirigeants sionistes encourageaient l'antisémitisme qu'ils considéraient comme le « moteur du sionisme ».

Les déclarations haineuses de M. Abbas n'ont hélas rien de nouveau. En septembre 2015, dans le cadre de ses efforts de délégitimation du lien entre le peuple juif et la Terre d'Israël, il a déclaré que les Juifs n'avaient aucun droit sur le mont du Temple et les autres lieux saints ni « aucun droit de les profaner en y posant leurs pieds immondes » (voir annexe I, note 2). Il a poursuivi par des incitations à la violence, déclarant qu'il se « [réjouissait] de chaque goutte de sang versée à Jérusalem ».

La violence que prône M. Abbas ne se cantonne malheureusement pas à des déclarations dangereuses. Le Président de l'Autorité palestinienne a adopté officiellement une politique de glorification des terroristes et d'incitation au meurtre, visiblement dans l'espoir de prolonger le conflit qui oppose Israël et les Palestiniens et, ce faisant, d'éviter de véritables négociations directes. Dans les villes et les villages palestiniens, des myriades de squares, d'écoles et de centres communautaires portent le nom de terroristes tels que Dalal Mughrabi, cette femme qui, en 1978, a massacré 38 civils israéliens, dont 13 enfants. Lorsque des terroristes sortent de prison, M. Abbas et d'autres dirigeants de l'Autorité palestinienne organisent des cérémonies en l'honneur de ceux que la justice a déclaré coupables de meurtre (voir annexe I, note 3).

Plus effroyable encore, en dépit des avertissements et des exhortations de certains membres de la communauté internationale, l'Autorité palestinienne maintient sa politique du « payer pour tuer ». En 2017, elle a versé 153 millions de dollars à des



terroristes en détention ou libérés et distribué 191 millions de dollars d'indemnités aux familles de « martyrs ». Au total, l'Autorité palestinienne a consacré 344 millions de dollars à l'appui à des terroristes. Cela représente environ 7% de son budget et presque 50% de l'aide que lui apporte généreusement la communauté internationale.

Alors que M. Abbas continue d'éviter les négociations avec Israël, il a cherché à donner l'accolade au Hamas, organisation terroriste internationalement reconnue comme telle, sans exiger d'elle qu'elle renonce à la violence comme le demandent l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale. M. Abbas n'a même pas insisté, en traitant avec le Hamas, pour que ces terroristes respectent le droit international et la morale humaine la plus élémentaire en restituant les otages civils et les dépouilles des soldats des Forces de défense israéliennes Hadar Goldin et Oron Shaul, retenus par ces barbares.

L'annexe I de la présente lettre contient une liste détaillée de quelques-unes des déclarations les plus haineuses qu'a prononcées M. Abbas au fil des ans. Nous avons également joint à la lettre des documents illustrant la façon dont, à nombreuses reprises, M. Abbas et les responsables de l'Autorité palestinienne ont encouragé, voire exalté, les actes de terreur contre des Israéliens innocents (voir annexe II).

Nous espérons sincèrement qu'un jour viendra où les dirigeants palestiniens choisiront de guider leur population vers la tolérance et le dialogue plutôt que la haine et la violence. Nous attendons avec impatience ce moment, qui ne pourra que porter l'espoir d'un avenir meilleur pour les Israéliens et les Palestiniens.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Danny **Danon**

**Annexe I à la lettre datée du 16 février 2018 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent d'Israël auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Notes

1. 14 janvier 2018 : dans un discours adressé au Conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Abbas a tenu les propos suivants :

« L'intellectuel égyptien Abd Al-Wahab Al-Masri, qu'il repose en paix, a été l'un des principaux commentateurs du mouvement sioniste et juif [...] C'est ainsi qu'il décrivait cette entité : « Le caractère fonctionnel d'Israël est une donnée essentielle, en ce qu'il a été créé dans un but précis; c'est un projet colonialiste qui n'a rien à voir avec le judaïsme, mais qui a consisté à manipuler les juifs en les berçant de slogans telles que « la terre promise » ou « la terre bien-aimée », et qui les a amenés ici. »

Une vraie question se pose : comment les Juifs émigreront-ils [vers la Palestine] ? Ils ne veulent pas émigrer, à cause des tueries et des massacres. Ils n'ont pas immigré [vers la Palestine] même pendant l'Holocauste (*sic.* ; il y a eu de nombreuses tentatives d'immigration vers la Terre d'Israël, dont beaucoup ont été entravées par les Anglais). D'ailleurs, en 1948, on ne comptait pas plus de 640 000 Juifs en Palestine (*sic.* ; selon les statistiques du Gouvernement israélien, la population juive comptait 660 920 personnes en 1948), dont la plupart étaient venus d'Europe. [Theodor] Herzl [l'un des fondateurs du sionisme moderne] disait souvent que l'« antisémitisme est le moteur du sionisme ». En d'autres termes, plus une personne est antisémite, plus elle sert nos intérêts [ceux des Juifs], puisqu'elle participe de l'objectif du sionisme, à savoir d'expulser les Juifs de leurs pays vers la Palestine. »

2. 16 septembre 2015 : M. Abbas, interrogé par les médias au sujet des violentes émeutes qui ont éclaté au mont du Temple à Jérusalem, a déclaré ce qui suit :

« Nous vous bénissons ; nous bénissons les Mourabitoun et les Mourabitat. Nous nous réjouissons de chaque goutte de sang versée à Jérusalem. Ce sang est pur, propre et conduit à Allah. Avec l'aide d'Allah, tous les *chahid* (martyrs) iront au paradis, et tous les blessés seront récompensés. Toutes ces mesures, nous ne les souffrirons pas. Toutes ces divisions, la mosquée Al-Aqsa nous appartient, l'église du Saint-Sépulcre nous appartient, tout nous appartient – tout. Ils (les Juifs) n'ont aucun droit de les profaner en y posant leurs pieds immondes et nous ne le permettrons pas.

3. 14 août 2013 : M. Abbas a reçu 11 terroristes libérés dans son palais présidentiel à Ramallah. Tous avaient été emprisonnés suite à leur implication dans la mort d'Israéliens, et plusieurs l'avaient été pour meurtre.

**Annexe II à la lettre datée du 16 février 2018 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies**

1. 3 février 2018 : M. Abbas a reçu les familles de 11 terroristes à Ramallah à l'occasion d'une réunion télédiffusée par l'agence officielle d'information palestinienne. Lors de cette réunion, M. Abbas a dit aux familles que « [leurs] fils sont des martyrs ». Parmi les présents se trouvait la famille de Baha Alian, qui a tué trois israéliens dans un bus dans le quartier d'Armon Hanetziv à Jérusalem en octobre 2017, et celle d'Alaa Abu Jabal, qui au volant de sa voiture a foncé sur des piétons israéliens avant de poignarder les victimes, en octobre 2017 également.
 2. 25 décembre 2017 : M. Abbas a organisé dans son bureau une rencontre avec Rafat Jawabra, commandant de l'organisation terroriste des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa. Jawabra venait de finir de purger la peine de 15 ans d'emprisonnement à laquelle il avait été condamné pour avoir planifié un attentat-suicide contre Israël en 2002.
 3. 29 novembre 2014 : s'adressant à la Ligue des États arabes au Caire, M. Abbas a accusé Israël d'établir un régime d'apartheid et déclaré : « Nous ne reconnaitrons jamais l'identité juive de l'État d'Israël. »
 4. 21 janvier 2013 : lors d'un entretien diffusé sur Al-Mayadeen, une chaîne de télévision de Beyrouth, M. Abbas a dit « défier quiconque nierait que le mouvement sioniste avait entretenu des liens avec les nazis avant la Seconde Guerre mondiale » et qu'« [il] avait encore 70 ouvrages à publier » concernant la « collaboration » entre les sionistes et les nazis.
-